



L'analyse comparative des violences collectives dans l'espace urbain : France, Russie, Pologne

Jurczyszyn Lukasz

Pour citer cet article

Jurczyszyn Lukasz, « L'analyse comparative des violences collectives dans l'espace urbain : France, Russie, Pologne », *Cycnos*, vol. 27.1 (Ville et violence), 2013, mis en ligne en juillet 2013.

<http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/214>

Lien vers la notice <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/publication/item/214>

Lien du document <http://epi-revel.univ-cotedazur.fr/cycnos/214.pdf>

Cycnos, études anglophones

revue électronique éditée sur épi-Revel à Nice

ISSN 1765-3118

ISSN papier 0992-1893

AVERTISSEMENT

*Les publications déposées sur la plate-forme épi-revel sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.
Conditions d'utilisation : respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle.*

L'accès aux références bibliographiques, au texte intégral, aux outils de recherche, au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs. Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement, notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site épi-revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés ou imprimés par les utilisateurs. L'université Côte d'Azur est l'éditeur du portail épi-revel et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site. L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe d'épi-revel.

EPI-REVEL

Revues électroniques de l'Université Côte d'Azur

L'analyse comparative des violences collectives dans l'espace urbain : France, Russie, Pologne

Lukasz Jurczyszyn

Lukasz JURCZYSZYN est maître-assistant au Département de Sociologie de l'Académie Humanistique d'Aleksander Gieysztor de Pultusk, en Pologne, et également doctorant en sociologie au Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS) à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) à Paris. Ses recherches comparatives sur les violences urbaines France-Pologne-Russie ont déjà abouti à plusieurs publications et communications, notamment dans le cadre de l'Association Internationale de Sociologie (AIS) - XVIII^e Congrès de Sociologie à Göteborg, en Suède (juillet 2010), et Premier Forum de Sociologie à Barcelone, en Espagne (septembre 2008) - et dans celui du 3^e Congrès de Sociologie de l'Association Française de Sociologie (AFS) : « Violences et société » (avril 2009)

Cet article porte sur les violences urbaines et s'appuie sur trois contextes nationaux différents : la France, la Russie et la Pologne. Il est le fruit d'une analyse basée sur 63 entretiens individuels et 20 collectifs, trois *focus groups* et les observations participantes dans toutes les villes et quartiers qui ont récemment été le cadre d'émeutes urbaines. En France, il s'agit d'émeutes qui se sont déroulées en banlieue parisienne et qui ont un caractère social, d'abord, au Val-Fourré en novembre 2005, puis à Villiers-le-Bel en novembre 2007. Dans les contextes russe et polonais, il s'agit de violences nationalistes/racistes. D'abord, en Russie, dans la ville de Kondopoga, nous avons voulu comprendre les émeutes de septembre 2006. Ensuite, en Pologne, à Brzeg, l'analyse porte sur les émeutes de janvier 2008. Le deuxième axe de notre travail repose sur les actions médiatrices, y compris des initiatives médiatiques qui visent à réduire la violence apparue.

Cet article est basé sur une thèse de sociologie et porte sur les violences collectives dans l'espace urbain, d'une part, et, d'autre part, sur les médiations qui visent à les réduire, et s'appuie sur trois contextes nationaux différents : France, Russie et Pologne. Son but principal a en effet été de « sortir » du contexte strictement national pour aboutir à un point de vue plus « global » en confrontant des sociétés, qui d'ailleurs ne sont pas habituellement comparées. Cette démarche doit permettre de limiter, comme le dit le sociologue allemand Ulrich Beck, l'effet du nationalisme méthodologique¹. Nous avons choisi de comparer trois situations nationales, c'est pourquoi notre travail est donc nécessairement partiel et limité. En outre, cette étude n'a pas cherché à dégager la complexité des rapports sociaux sur des territoires précis. Nous avons plutôt essayé de dégager les significations des violences collectives et des médiations qu'elles suscitent du point de vue des acteurs sociaux, en fonction de leurs représentations et de leurs actions. C'est pourquoi, par exemple, nous n'avons pas cherché l'explication des émeutes étudiées dans l'histoire de la vie sociale propre à chacune des trois sociétés étudiées. Notre but a été d'analyser la façon dont les acteurs sociaux font face à la violence apparue dans leur espace urbain avant tout « populaire », et l'objet d'étude rejoint clairement le constat de deux sociologues français, François Dubet et Didier Lapeyronnie, qui ont mené plusieurs enquêtes au sein des quartiers populaires ou « d'exil » : « Le cœur des problèmes sociaux s'est déplacé de l'usine vers la ville. »²

1 Ulrich Beck, Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?, Paris, Flammarion, 2006 [2004].

2 François Dubet et Didier Lapeyronnie, Les quartiers d'exil, Paris, Le Seuil, 1992, p. 234.

Le premier axe de notre analyse sociologique porte sur les significations des violences collectives : violences en groupe, bagarres, affrontements avec la police et dégradations de la propriété privée et publique au sein de l'espace urbain, qui impliquent les jeunes (âgés de 14 à 30 ans) habitant des quartiers populaires souvent dits « difficiles ». Issus de la jeunesse qui fait face à des difficultés diverses (socio-économiques, scolaires, familiales, personnelles), certains d'entre eux sont capables de devenir acteurs des violences collectives, et d'autres sont déjà « connus » de la police locale. Nous pouvons distinguer deux familles de significations. D'une part, les émeutes au sein de la banlieue française se caractérisent par leur caractère social et font partie du paysage des troubles sociaux de plusieurs grandes villes françaises depuis la fin des années 1970. Dans les contextes russe et polonais, il s'agit principalement de violences nationalistes/racistes dont les acteurs sont d'un côté des jeunes issus de la majorité de la société, notamment les nationalistes radicaux, et de l'autre des membres des minorités ethniques (en Russie, les populations d'origine caucasienne, venant avant tout de Tchétchénie, et d'Asie centrale, principalement les Ouzbeks et les Kirghiz ; en Pologne, il s'agit d'une population rom). Dans les deux cas nationaux où se rencontre ce type de violence, nous avons retrouvé des situations semblables, dans lesquelles les membres des minorités locales ont « explosé » violemment contre les individus issus de la majorité de la société en réaction à des discriminations raciales et des violences racistes antécédentes. Ces « explosions » violentes ont elles-mêmes engendré des violences racistes/nationalistes collectives sous forme d'émeutes. Les attaques racistes se sont trouvées instrumentalisées ou même, comme dans la situation russe, provoquées par les nationalistes radicaux.

Nous avons choisi de comparer des espaces urbains avant tout réduits (ne dépassant pas 40 000 habitants) et populaires, qui sont récemment devenus le « théâtre » de violences collectives sous forme d'émeutes ayant fait l'objet d'une importante médiatisation, ce qui est capital du point de vue de la problématique. Plus précisément, notre recherche analyse des données empiriques collectées entre le 13 décembre 2005 et le 5 août 2009 au sein des espaces urbains suivants :

1) En France, d'abord, au Val-Fourré (Mantes-la-Jolie, Yvelines ; regroupe environ 22 000 habitants et se situe à environ 55 km au nord-ouest de Paris), où l'analyse porte sur les émeutes de novembre 2005 qui se sont déclenchées de façon massive à un niveau national sans précédent, à la suite de la mort de deux jeunes à Clichy-sous-Bois. Pendant quelques jours plus d'une quinzaine de voitures ont été brûlées, et la poste, la CAF (la Caisse d'Allocations Familiales), et une école maternelle ont fait l'objet de tentatives d'incendies. Ensuite, nous avons comparé ces émeutes à celles de novembre 2007 à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise ; se trouve à 25 km au nord de Paris et concentre environ 27 000 habitants), où dans certains quartiers dits « difficiles », plusieurs dizaines de jeunes ont procédé à des dégradations et des affrontements avec les forces de l'ordre, après la mort de deux adolescents, renversés en moto par une voiture de police. Le bilan a été lourd : un poste de police incendié, un autre saccagé, de très nombreux commerces dévastés, des dizaines de voitures incendiées ou dégradées, une vingtaine de policiers blessés (dont plusieurs par armes à feu).

2) En Russie, à Kondopoga (compte environ 34 000 habitants, et se situe à quelque 300 km au nord-est de Saint-Pétersbourg, en République de Carélie³), nous avons voulu comprendre les violences collectives qui ont eu lieu du 29 août au 3 septembre 2006. En effet, la nuit du 30 août, est survenue une « bagarre tragique » entre une partie des jeunes habitants de la ville : d'une part, des membres de minorités ethniques (principalement des Tchétchènes), d'autre part, des jeunes issus de la majorité. Deux jeunes Russes dits « d'origine » ont été tués par un groupe de Tchétchènes, ce qui a provoqué plusieurs jours d'émeutes, quand une foule de

3 La Russie est une fédération constituée de 83 sujets : 21 républiques, 46 provinces, neuf territoires, une province autonome, quatre districts autonomes et deux villes fédérales (Moscou et Saint-Pétersbourg).

plusieurs centaines de personnes a attaqué à coups de pierres et incendié les propriétés de ces minorités (restaurants, commerces, voitures et appartements), en exigeant leur expulsion immédiate de la ville. Enfin, ces violences ont dégénéré en affrontements entre les jeunes locaux et la police. Les violences collectives à Kondopoga constituent dans la Russie contemporaine les premières émeutes racistes les plus extrêmes.

3) En Pologne, à Brzeg (se situe dans l'Opole Voïvodine et regroupe approximativement 38 000 habitants), l'analyse porte sur les émeutes de janvier 2008, où la ville est devenue le théâtre de violences nationalistes/racistes entre jeunes Polonais dits « d'origine » et Roms. À la suite de ces « événements », un groupe de jeunes Polonais « d'origine » a jeté des pierres et des « cocktails Molotov » sur l'appartement d'un de ces derniers.

Le deuxième axe de notre recherche repose sur l'analyse de l'action « créative », c'est-à-dire des *actions médiatrices*, y compris des *initiatives médiatiques*, visant à *conflictualiser* les tensions sociales et raciales (afin de « sortir » de la violence), celles-ci étant mises en œuvre à la suite des émeutes par des acteurs locaux, et/ou instituées sur la base d'une coopération mutuelle entre l'administration et le monde associatif.

La méthode principale repose sur des entretiens et un travail ethnographique d'observation. Pour être plus précis, des entretiens semi-directifs se sont déroulés dans toutes les villes et quartiers qui font l'objet de la recherche. Au total, le corpus d'entretiens présente environ 132 heures d'entretiens individuels (au nombre de 63) et 36 heures d'entretiens collectifs (au nombre de 20). Il était essentiel du point de vue de la problématique de nous établir, au sens anthropologique, au centre de la vie locale, pour être capable d'entrer au sein d'un groupe de jeunes ainsi qu'au sein des associations locales. Cette méthode de longue durée nous a paru particulièrement utile, car, à la faveur des discussions collectives, souvent en dehors des entretiens, elle a permis de connaître « d'en bas » le contexte et l'histoire des tensions ayant abouti aux violences locales, ainsi que les médiations qui visent à les réduire.

L'observation participante de quatre mois à Kondopoga (deux mois en 2007 et deux mois en 2008) s'est avérée particulièrement utile. Nous avons pu mieux saisir comment les jeunes acteurs des violences comprennent toute la complexité de l'« affaire avec les Tchétchènes » à la suite de laquelle ils ont perdu un très bon ami – l'un des deux jeunes hommes morts dans la « bagarre tragique » – tandis que deux autres ont été gravement blessés par un coup de couteau et se sont retrouvés à l'hôpital. Nous avons pu intégrer un groupe de jeunes qui notamment nous a permis de réaliser les entretiens avec les émeutiers jugés au tribunal. En dépit du fait que notre période d'observation dans la ville a été assez courte, nous avons, finalement, acquis leur confiance au point qu'ils n'ont pas hésité à nous inviter souvent à des fêtes, à jouer au billard, à aller à la salle de boxe, ou à faire des excursions en dehors de la ville lors de fêtes avec leurs amis proches. Ensuite, nous avons mené des observations au sein de plusieurs associations et lors des événements mis en place dans la ville, souvent le fruit de la coopération avec l'administration.

En France, nous avons mené l'observation participante pendant deux mois au Val-Fourré en tant que stagiaire de recherche au sein d'une équipe d'animateurs, prenant part ainsi à l'*action médiatrice* intitulée « Le village du sport », mise en place pendant les vacances et visant à tenir les plus jeunes habitants à distance du trafic de drogues. Nous avons notamment été reçu quotidiennement par l'association *Oxygène*, ce qui nous a permis d'un côté de nous familiariser avec des groupes d'animateurs et de jeunes, et de l'autre de mieux comprendre la génération actuelle des jeunes Français et les habitants de cette banlieue « lointaine ». Nous avons effectué également des enquêtes et des observations dans le Centre d'hébergement du Val-Fourré. Nous y avons passé plusieurs jours, habitant et mangeant avec les hébergés. Puis, nous avons déménagé sur le terrain à Villiers-le-Bel pour quinze mois (entre mars 2009 et mai 2010), où nous nous sommes rapproché de l'équipe d'éducateurs spécialisés.

Enfin, nous avons réalisé une observation participante d'un mois et demi à Brzeg. Grâce à cette méthode de longue durée, nous avons pu accéder à un milieu fermé par excellence, à savoir la population rom, qui semble être très méfiante vis-à-vis du monde extérieur. Nous avons également réussi à convaincre des ultranationalistes regroupés autour du *Camp national-radical* (CNR) de Brzeg, de participer à la recherche (lors d'un entretien collectif et d'un *focus group*). En règle générale, ces jeunes nationalistes ne donnent pas d'interviews à des journalistes libéraux-démocrates polonais (comme ceux des journaux *Gazeta Wyborcza*, *Polityka*).

Dans la perspective de l'objet d'étude, nous avons aussi trouvé indispensable d'effectuer des *focus groups* (deux à Kondopoga et un à Brzeg), espace collectif de réflexion des acteurs sur eux-mêmes avec la participation des individus qui constituent les éléments centraux des tensions locales qui ont mené aux violences apparues dans ces environnements urbains. Ainsi, nous avons essayé, d'un côté, de tester les hypothèses en réfléchissant avec les acteurs et, de l'autre, d'élever leur capacité à « sortir » de la violence locale, ce qui se situait au cœur de la problématique, à savoir la médiation de la violence. Par exemple, à Kondopoga, nous avons confronté les jeunes habitants et les responsables politiques avec les membres des minorités ethniques (tchéchène, ouzbèke), ce qui a créé un espace pour le débat local sans précédent. Puis, à Brzeg, nous avons réussi à confronter les nationalistes radicaux avec les membres d'un tissu associatif ainsi qu'avec les fonctionnaires, ce qui n'avait jamais eu lieu auparavant. À cet égard, nous avons pris en grande considération certains principes fondamentaux de l'intervention sociologique, une méthode proposée et développée par le sociologue français Alain Touraine⁴. La force de cette méthode intensive qui s'applique par exemple sur une durée d'un an est de dégager une subjectivité collective et des logiques d'action. Elle a d'abord été pensée pour analyser des luttes sociales, notamment les mouvements sociaux dans les années 1970 et 1980⁵, pour ensuite être employée dans les études des phénomènes comme la violence et le racisme⁶. L'intervention sociologique a aussi été utilisée en Pologne et pour la Russie afin d'analyser des acteurs collectifs positifs, le mouvement *Solidarnosc* et les acteurs sociaux dits « post-communistes »⁷.

Parmi les hypothèses générales qui ont orienté la recherche, la plus importante est que dans les trois contextes nationaux, les violences collectives trouvent une même source dans la rage⁸ qui anime certains individus ou groupes, rage alimentée par la confrontation aux *barrières* sociales, en France, raciales, en Russie et en Pologne, ou plus généralement liées à

4 Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Le Seuil, 1978.

5 Voir, par exemple, les ouvrages d'Alain Touraine, François Dubet et Michel Wieviorka : *Lutte étudiante* (avec Zsuzsa Hegedus), Paris, Le Seuil, 1978 ; *Le Mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.

6 François Dubet, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987 ; Michel Wieviorka, *La France raciste*, Paris, Le Seuil, 1992.

7 Alain Touraine, François Dubet, Michel Wieviorka et Jan Strzelecki, *Solidarité*, Paris, Fayard, 1982 ; Michel Wieviorka et Alexis Berelowitch, *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, Paris, Le Seuil, 1996.

8 Une des illustrations les plus explicites d'une rage chez les jeunes marginalisés, y compris violents, est fournie par le sociologue François Dubet : « Dans la plupart des cas, les exclus ne constituent pas un monde fermé et une culture particulière dans la mesure où ils adhèrent fortement aux promesses d'intégration et de participation portées par les institutions et les politiques sociales. Par exemple, les « jeunes de banlieue » qui symbolisent aujourd'hui l'exclusion sociale ne peuvent pas être considérés comme des marginaux culturels ; le plus souvent ils sont hyper conformistes et adhèrent plus que les autres aux modèles de consommation véhiculés par les médias et les classes moyennes. En revanche, ne pouvant pas réaliser ces aspirations en raison de la faiblesse de leurs ressources économiques et scolaires, ils développent une « rage » permanente contre la société qui les aspire et les rejette à la fois. (...) La rage est une expression d'un sentiment d'exclusion et de domination générale. La domination qui semble sans visage et sans principe, qui ne peut pas conduire vers aucun mouvement social, provoque un sentiment de rage. » (François Dubet, « La société et ses stratifications. Inclus/exclus : une opposition pertinente ? », in *Cahiers français*, n° 314, mai-juin 2003, p. 47-52 ; François Dubet, *La galère : jeunes en survie*, op. cit.).

l'expérience personnelle, ce qui les empêche de se construire comme acteurs de leur propre vie. À cet égard, dans les trois contextes nationaux, nous avons pris en grande considération le concept de *sujet flottant*, proposé et développé par le sociologue Michel Wieviorka. Le *sujet flottant* représente l'idée que la violence correspond à la difficulté ou à l'impossibilité de transformer des attentes ou des demandes en action⁹. C'est notamment le cas des « jeunes de banlieue » parisiens dont les diverses difficultés sociales déjà évoquées expriment la crise du modèle d'intégration républicain, qui semble alors ne pas tenir ses promesses. Souvent, nombre d'habitants des quartiers concernés par notre recherche subissent des discriminations raciales dans leur parcours personnel et/ou professionnel. À Kondopoga, nous avons observé de nombreuses *barrières* dans l'expérience vécue des migrants, comme la discrimination dans l'emploi, le racisme institutionnel et la violence raciste. C'est pourquoi nous comprenons l'« explosion violente » de la part des jeunes membres des minorités ethniques comme une réaction extrême aux violences racistes qu'ils ont subies. La particularité et la complexité des violences à Kondopoga montrent une autre dimension de la signification des émeutes. À la suite de la « bagarre tragique » (qui a entraîné la mort des deux jeunes) ont eu lieu deux rassemblements publics et des affrontements entre les jeunes et les policiers. En effet, nous avons également pu retrouver la figure du *sujet flottant* au niveau de l'« explosion » de violence parmi une partie des habitants de la ville – issus de la majorité –, qui ont moins voulu manifester du racisme à l'égard des migrants qu'exprimer leur mécontentement face à l'incapacité à garantir et à maintenir la sécurité publique de la part des autorités locales, soupçonnées d'être « trop fermées » à l'égard des requêtes des habitants. Nous avons observé à Brzeg que les Roms font face à des difficultés liées à la discrimination raciale (avant tout au travail), ce qui provoque en eux le sentiment que leurs projets de vie seront impossibles à réaliser. En outre, de nombreux témoignages de Roms montrent qu'il faut comprendre les dernières violences de façon similaire au contexte russe, comme une réaction extrême aux violences racistes.

Les données empiriques recueillies mettent en évidence le lien entre les violences collectives et l'absence de *conflictualisation*, ce qui nous a amené à mettre en lumière l'état de *déconnexion* d'une partie de la jeunesse populaire d'avec les représentants de l'ordre social dans les trois sociétés concernées par notre recherche. Le manque de *conflictualisation* se manifeste par des situations de montée des tensions jusqu'à l'« explosion » massive, l'émeute.

Si nous parlons de l'absence de *conflictualisation*, il faut d'abord clarifier ce que nous entendons précisément par ce terme. Dans la perspective de notre analyse de la violence dans l'espace urbain, nous avons choisi de nous référer à ce concept, proposé par le sociologue Michel Wieviorka. Pour lui, l'idée de *conflictualisation* signifie « que la stratégie la mieux appropriée pour réduire ou supprimer la violence est de favoriser la formation et le renforcement d'acteurs sociaux ou politiques assurant la gestion, aussi conflictuelle qu'elle soit, d'une relation entre eux, ce qui est tout le contraire de la rupture. »¹⁰ Il est significatif, par exemple, que les interlocuteurs, dans les trois contextes nationaux, donnent souvent la même image concernant la signification de ces « événements ». Les interlocuteurs se sont souvent exprimés en parlant de la « situation du pétard », dont l'explosion est attendue « un jour ». Plus précisément, c'est ainsi que les acteurs sociaux, dans les contextes français et russe, ont souvent décrit la situation de la montée des tensions, qui datent en France de la fin des années 1970, et dans le cas russe du début des années 2000, et explosent sporadiquement. Dans notre perspective, le fait que les émeutes aient été anticipées depuis un certain temps illustre une des articulations du manque de *conflictualisation*, dans les trois contextes nationaux. Il semble que ces tensions soient renforcées par l'inadaptation des solutions proposées par les acteurs institutionnels locaux (les municipalités, les associations) qui

9 Michel Wieviorka, *La violence*, Paris, Hachette Littératures, 2005, p. 292.

10 Michel Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Éditions R. Laffont, 2008, p. 250.

semblent être *déconnectés* de l'expérience sociale des jeunes, en particulier de ceux dits « difficiles ». Il apparaît qu'une partie des jeunes locaux passent à la violence, faute d'autre moyen pour exprimer leur mécontentement et du fait de l'impossibilité de voir leurs attentes et leurs demandes transformées en actions. Au cours du travail empirique sur les trois terrains nationaux, nous avons rencontré à plusieurs reprises des jeunes et des acteurs locaux, aussi bien issus du milieu administratif qu'associatif, qui ont évoqué, dans le contexte de la violence locale, l'état de *déconnexion* par rapport aux institutions en ayant recours à de nombreuses formules des plus parlantes : « la distance », « le fossé », « la rupture », « la fracture », « aucun contact », « la manque de communication », « l'effacement », « l'incompréhension », « le manque de dialogue », « le manque d'échange », « ils ne sont pas au courant de la réalité du conflit », « on ne se connaît pas », « ils sont coupés de la réalité », « un monde à part », « le fossé générationnel », « la jeunesse passive », « la jeunesse oubliée », « la jeunesse laissée à elle-même » et « la méfiance ».

Dans cette perspective, notre enquête dans les trois contextes met en exergue la distance significative où les jeunes émeutiers se situent par rapport aux règles de la paix sociale. Ce qui fait qu'a priori, souvent, ils ne se rendent même pas compte que ces actions sont inacceptables du point de vue de la majorité de la société, et peuvent se retourner contre eux (à travers des peines de prison). D'où cet argument très répandu, surtout parmi les jeunes, dans les contextes russe et polonais : « C'est à nous de faire la justice. » Ils s'expriment ainsi pour justifier leur participation aux violences nationalistes/racistes contre leurs voisins, qui représentent un groupe minoritaire, donc plus faible. En revanche, dans le contexte français, les violences collectives sociales sont davantage « acceptées » et « justifiées » localement, ce qui se manifeste par l'approbation des émeutes dans ce que leur signification contient de « révolte primitive ».

Nous avons établi comme hypothèse de départ que, dans chaque contexte national, la violence a suscité des tentatives visant à *conflictualiser* les tensions sociales et raciales, afin de « sortir » de la violence, sous la forme d'*actions médiatrices* sur la base d'une coopération mutuelle entre l'administration et le monde associatif capable de mobiliser les jeunes. Malgré la différence d'expérience démocratique dans chaque contexte national, dans la plupart des cas, les violences sociales et nationalistes/racistes apparaissent comme un phénomène perturbateur et indésirable du point de vue des habitants. Sur ce plan, les *actions médiatrices* sont basées sur l'idée de rétablir ou d'établir les conditions autorisant la transformation des attentes, des demandes, ou des relations, en actions ou en conflits constructifs.

Au Val-Fourré, les émeutes ont constitué un moment décisif pour la création d'*actions médiatrices* qui avaient été pensées depuis longtemps. Ainsi, l'association *Sport Attitude* a été créée par plusieurs « Grands Frères » locaux. Puis, pour ce qui est de l'analyse « par le bas » de la médiation des violences à Villiers-le-Bel, une des conséquences directes des émeutes de novembre 2007 a été la création d'un service de prévention spécialisée, géré par l'association *IMAJ (Initiatives multiples d'actions auprès des jeunes)*.

Les émeutes à Kondopoga ont eu d'abord un caractère nationaliste/raciste, mais elles incarnent également leurs significations socio-politiques. Dans cette perspective, les *actions médiatrices* suscitées par ces émeutes visant à réduire les tensions affirment également ces différentes significations des violences. Certes, ces émeutes ont entraîné une véritable « explosion » de la création des initiatives associatives et administratives suivantes : 1) L'association *Kondopoga – ville des jeunes* ; 2) L'association *Rock Club « Kondor »* ; 3) L'association *Notre maison Kondopoga* ; 4) L'*Organisation autonome de la culture ouzbèke « Faiz »* ; 5) Le *Mouvement « Nachi »* [les « Nôtres »] ; 6) *Naradonaja Druzyna* – qui a été envisagée comme une *action médiatrice* à court terme ; 7) Le Centre culturel des jeunes – qui a été construit à la place du restaurant « Tchaïka », brûlé pendant les émeutes ; 8) Le Département des affaires de la jeunesse, de la culture et du sport, à la mairie ;

10) Le Conseil des ONG à la Mairie ; 11) Le Centre d'adaptation sociale et juridique des immigrés.

L'analyse des émeutes nationalistes/racistes apparues à Brzeg a permis de relever plusieurs tentatives pour *conflictualiser* les tensions raciales par le biais d'*actions médiatrices*. D'abord, les émeutes ont suscité une coopération plus étroite entre les autorités locales et les représentants des Roms de Brzeg – regroupés autour de l'*Association des Roms et des amateurs de culture rom* « *Parni cierhen* ». Même si l'association fonctionne depuis 2004, elle est devenue beaucoup plus active après les violences de janvier 2008. À l'heure actuelle, il existe en effet des initiatives culturelles plus élaborées destinées à présenter la communauté rom de façon positive dans la ville.

Dans le cadre polonais ainsi que russe, l'activité directe des nationalistes radicaux dans le contexte des émeutes empêche toujours de « sortir » de la violence apparue localement (en Russie, le *Mouvement contre l'immigration illégale* – MCII – de Moscou, et en Pologne, le *Camp national-radical* – CNR – de Brzeg). En outre, notre démarche comparative concernant le cas des sociétés dites « post-communistes » a permis de mettre en exergue un mécanisme similaire, selon lequel, les populistes, en l'occurrence issus de l'extrême droite tentent de tirer profit de la *déconnexion* d'une partie des jeunes dits « difficiles » d'avec les représentants du contrôle social, et d'investir l'espace laissé vacant. Il apparaît que l'activité des nationalistes radicaux en Russie se caractérise beaucoup plus par une logique d'« expansion » que dans le cas des partisans de l'idéologie nationaliste en Pologne, d'abord car ils sont beaucoup plus visibles au sein de la sphère publique. Ils s'adressent de manière plus active aux individus issus des catégories populaires. Dans ces deux contextes nationaux, se manifeste une réaction déterminée de la part de l'État, qui cherche à combattre le nationalisme radical, mais dans le cas russe, cette réaction de l'État est particulièrement « musclée », dans la mesure où les interventions des policiers, les contrôles et les arrestations se multiplient à l'égard des nationalistes. Ceci est sans doute lié au fait que, sur ce territoire, les nationalistes cherchent un soutien au sein même de la population pour monter en puissance. Contrairement au cas polonais, où ce sont certains jeunes dits « difficiles » qui, individuellement, se mettent en contact avec les nationalistes radicaux. Cependant, que ce soit en Russie ou en Pologne, le pouvoir local reste très inquiet face à l'activité des ultranationalistes.

Au fur et à mesure du travail empirique, nous avons constaté l'importance des médias dans la compréhension du phénomène de la violence et de ses effets dans l'espace urbain. En France, les émeutes de novembre 2005 ont fait l'objet d'une médiatisation considérable à l'échelle internationale et les émeutes de l'automne 2007 à Villiers-le-Bel, du fait qu'une vingtaine de policiers ont été blessés, dont un grand nombre par armes à feu, ont particulièrement attiré l'attention des médias et des politiciens, d'autant plus qu'un véritable ordre de trouver les responsables des tirs a émané « d'en haut ». Mais l'un des résultats principaux développés dans notre étude concernant les médias est celui de l'importance du facteur « externe » dans les violences collectives à Kondopoga et à Brzeg, à savoir la circulation « globale » des imaginaires nationaux. En effet, les émeutes de novembre 2005 en France sont devenues une source de réinterprétation pour les nationalistes russes et polonais ainsi que pour les acteurs des violences à Kondopoga. Il convient d'évoquer ici que le fait que les acteurs sociaux « s'observent » via les médias, en pratiquant la « comparaison internationale », nous a confortés dans l'idée de confronter ces trois expériences précises. Dans le cas russe, grâce à l'analyse des extraits d'un reportage¹¹ diffusé à la télévision, sous forme de DVD ainsi que sur le site Internet du programme¹², nous avons constaté que les acteurs eux-mêmes pratiquent la « comparaison internationale ». Les nationalistes russes y

11 « Kondopoga : l'émission spéciale – la révolte russe », Deux contre un, Télévision régionale REN TV, 10 septembre 2006.

12 www.2-1.ru.

comparent les émeutes de Kondopoga avec celles qui se sont déroulées dans les banlieues françaises en 2005. Qui plus est, dans le discours des acteurs des attaques racistes qui ont eu lieu en 1998 et 2003 sur le marché de Kondopoga (où travaillent principalement les migrants) ainsi que dans celui des nationalistes locaux, nous avons retrouvé des comparaisons faites entre les émeutes locales et celles qui ont eu lieu en France. Pour l'exposer de façon synthétique, des parallèles y sont établis de manière manipulatrice entre les émeutes françaises de novembre 2005 et celles de Kondopoga. D'abord, les auteurs du reportage analysent les émeutes françaises en termes de « conflit religieux et ethnique ». C'est-à-dire qu'ils soulignent la menace de l'Islam et, plus généralement, les différences culturelles entre « les travailleurs immigrés bon marché » et la société d'accueil, ce qui, dans le contexte russe, fait écho à la religion de certaines populations du Caucase, notamment les Tchétchènes et les migrants venus d'Asie centrale. Les extraits contiennent des propos xénophobes (anti-immigration), racistes (contre les « Arabes »), anti-démocratiques et anti-libéraux, soutenus par une critique du modèle de la politique migratoire des pays de l'Union européenne. Ensuite, du point de vue des nationalistes radicaux du *Camp national-radical* de Brzeg, les imaginaires nationaux inspirés par l'exemple de l'Europe occidentale, c'est-à-dire ces émeutes françaises de 2005, semblent être importants et utiles dans le processus de justification de leur méfiance face aux Roms et généralement aux étrangers.

Pour conclure, classiquement, l'analyse de la violence s'est déployée sur trois niveaux : le système international, les États et les sociétés. L'originalité de l'idée de *sujet flottant* proposée et développée par le sociologue Michel Wieviorka – que nous avons largement utilisée au fil de notre recherche –, repose sur le quatrième niveau, celui de l'individu justement. Dans cette perspective, il est envisagé que la poussée de l'individualisme moderne est un aspect crucial dans l'explication de la violence contemporaine. Ainsi, « l'individualisme de masse » qui caractérise notre époque, d'un côté, donne une valeur à l'individu qui se renforce et, de l'autre, les sentiments d'incertitude et de désorientation prennent également leur place. Dans les sociétés traditionnelles et industrielles, ces pertes de repères étaient amorties de façon plus significative que dans la société postindustrielle d'aujourd'hui, par l'intégration des normes et des valeurs et par l'intériorisation des formes d'autorité et des règles de conduite par l'individu. Notre démarche comparative a permis d'examiner les tensions sociales et raciales à un triple niveau – local, national et global –, ce qui nous a amené à émettre plusieurs conclusions et observations de portée générale qui dépassent le seul cadre de l'État-nation. Par exemple, nous avons révélé plusieurs situations, où un individu qui, en règle générale, se positionne contre la violence, l'accepte, et ceci, en particulier dans sa signification socio-politique. Dans ce cas, nous voulons mettre l'accent sur un phénomène bien inquiétant, à savoir l'approbation relativement répandue parmi nos interlocuteurs du milieu populaire du recours à la violence, dans le but de « régler les affaires » soit avec les fonctionnaires, soit avec leurs voisins. C'est justement dans ce sens que nous comprenons le phénomène de *déconnexion* des individus d'avec des intermédiaires issus du monde institutionnel, ce qui donne lieu à des situations où la violence apparaît comme la seule solution. Néanmoins, l'objectif scientifique de cette enquête a résidé dans la compréhension des violences émeutières et des médiations qui visent à les réduire. Dès le début de l'enquête, l'idée que la violence collective constitue un « test » pour les rapports sociaux, et le processus de médiation des tensions se sont situés au cœur de notre analyse comparative. Nous avons voulu révéler le fait que, sur les trois différents terrains, les acteurs sociaux issus des milieux populaires refusent de rester écrasés par la violence apparue et sont capables de faire des efforts afin de reconstruire eux-mêmes leur environnement urbain et les rapports sociaux « fragilisés » par les tensions sociales ou/et raciales.

Ouvrages, contributions et articles :

Beck, U., *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Flammarion, 2006 (2004).

Dubet, F., et Lapeyronnie, D., *Les quartiers d'exil*, Paris, Le Seuil, 1992.

Dubet, F., « La société et ses stratifications. Inclus/exclus : une opposition pertinente ? », in *Cahiers français*, n° 314, mai-juin 2003, p. 47-52.

Dubet, F., *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

Touraine, A., Dubet, F. et Wieviorka, M., *Le mouvement ouvrier*, Paris, Fayard, 1984.

Touraine, A., Dubet, F., Wieviorka M. et Strzelecki J., *Solidarité*, Paris, Fayard, 1982.

Touraine, A., *La voix et le regard*, Paris, Le Seuil, 1978.

Wieviorka, M., *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Éditions Robert Laffont, 2008 ; *La violence*, Paris, Hachette Littératures, 2005 ; *Les Russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, (en collaboration avec A. Berelowitch), Paris, Le Seuil, 1996 ; *La France raciste*, Paris, Le Seuil, 1992.

Récits audio-visuels et sites Internet :

« Kondopoga : l'émission spéciale – la révolte russe », *Deux contre un*, Télévision régionale REN TV, 10 septembre 2006.

www.2-1.ru.